

COMMENT RETROUVER UN PAYS «NORMAL»...

Slim Othmani, 60 ans, né à Tunis, est ingénieur informaticien de formation. Après avoir travaillé comme entrepreneur au Canada, il rentre en Algérie en 1991 et prend en 1999 les rênes de l'entreprise de boissons aux fruits NCA-Rouiba fondée par son grand-père et son père. Il en est aujourd'hui le président du conseil d'administration. En 2000, il crée le Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise (CARE). Il a été également fondateur de l'Association de Producteurs Algériens de Boissons (APAB). Dans cet entretien à ParisAlger, il invite les jeunes à animer la société civile pour favoriser le retour à la confiance.

ParisAlger: La société civile algérienne connaît un regain d'activité, dans un environnement politique plutôt bloqué. Comment évaluez-vous son influence et ses perspectives ?

Slim Othmani: La question essentielle qui se pose est celle de la mutation du système algérien. J'emploie le mot système à dessein. Au-delà du gouvernement et de l'État, le « système » inclut l'économique, le politique et les jeux des forces en présence qui dessinent les contours du fonctionnement complexe de l'Algérie.

Ce système est dans une logique électoraliste. Il veut avoir 100 % de chances de se maintenir aux élections de 2019 et il va s'en donner les moyens.

C'est là que l'influence de la société civile trouve sa pleine expression. Elle est portée par la conviction qu'avec un changement de gouvernance, plus de démocratie, moins d'arbitraire, de népotisme, de clientélisme ainsi qu'un arrimage à l'économie mondiale, la confiance serait finalement au rendez-vous. On pourrait ainsi avoir un pays « normal ». C'est un mot qu'on emploie souvent en Algérie : « c'est normal », « c'est pas normal ». La normalité, on la mesure quand on se compare aux autres pays du monde, même si on sait bien qu'ils ne sont pas parfaits.

PA: Comment aller vers cette « normalité » ?

SO: Ce qui pervertit le processus de réflexion, ce sont les

subventions massives qui jouent un rôle anesthésiant. La redistribution d'une partie de la rente (soutien aux produits de première nécessité, santé, logement, école) contribue à créer une masse critique de citoyens silencieux et obéissants, qui s'opposent à ceux qui souhaitent bousculer le système. La société civile est en train de dire à cette majorité silencieuse : « attention, la redistribution n'est plus viable mais nos richesses sont là pour nous rappeler qu'une autre Algérie est possible, dans le calme et la sérénité loin de toute violence.

UNE AUTRE ALGÉRIE EST POSSIBLE,
DANS LE CALME ET LA SÉRÉNITÉ

PA: Mais cette confrontation avec le système ne va-t-elle pas déboucher sur des violences ?

SO: Je n'ai pas de boule de cristal... il est difficile de prévoir ce qui va se passer. Mais je pense que la société algérienne est très mature et il faut lui rendre hommage pour cela. Malheureusement beaucoup, au sein du système pensent le contraire.

C'est le pouvoir qui n'arrive pas à assumer la ▶



► transition qui se profile, à lâcher la bride au secteur économique pour lui permette d'exprimer ses potentialités. La population se demande pourquoi elle doit subir cela alors qu'elle a le sentiment d'avoir tout pour réussir. C'est ainsi que beaucoup s'inscrivent dans des initiatives de la société civile espérant porter leur message. Je crois que le temps, leur patience et leur détermination vont leur donner raison. Personne ne croit à un changement brutal. L'essentiel est que les réformes aillent dans le bon sens. Encore une fois, c'est une appréciation personnelle. En tout cas, ce changement mature que nous espérons ne pourra être provoqué que par la société civile.

PA: Son développement est-il satisfaisant?

SO: Comme je l'ai dit, on sent ce besoin exprimé

par la population qui tend vers plus de mouvements associatifs car elle sait qu'elle peut trouver dans ce domaine un espace d'expression. Mais c'est difficile.

D'abord, il y a un problème de financement car beaucoup d'associations refusent les deniers publics comme un moyen de préserver leur indépendance. Une défiance devenue symptomatique. Puis viens la machine bureaucratique matérialisée par un processus d'autorisation lourd et lent, sans garantie de succès.

DEVENIR ACTEUR ET ARRÊTER D'ÊTRE SPECTATEUR DE SON PROPRE PAYS...

Chaque fois que j'en ai l'occasion j'incite les jeunes à s'impliquer dans la société civile, seule voie pour porter leurs aspirations politiques ou économiques. Pour devenir acteur, et arrêter d'être spectateur de son propre pays...

PA: Vous présidez le club économique CARE. Comment se présente l'activité des organisations économiques ?

SO: La réflexion économique est-elle assez structurée de la part de la société civile ? A mon avis, non. Il faudrait d'abord que les think tanks puissent disposer de ressources financières. Or toutes les initiatives de la société civile sur le plan économique sont vues comme subversives. Ceux qui seraient susceptibles de les financer se disent que s'ils soutiennent un projet, ils vont s'exposer et que le pouvoir va les punir d'une façon ou d'une autre. Il n'y a pas d'interdiction, mais c'est un non-dit. En tant que président de CARE par exemple, avec mon franc-parler sur les sujets économiques, je suis interdit de passage sur les chaînes publiques.

Historiquement, le patronat a toujours été aux ordres. Il est un des acteurs importants du dispositif du système, avec les syndicats, certaines associations et confréries. Si on cherche à exprimer des points de vue sur des questions dérangeantes, le patronat ne sera pas le bon canal. Certaines organisations patronales s'y essaient, sans trop forcer le trait. Il y a un grand classique en Algérie : pour exprimer une certaine divergence, on va d'abord voir les décideurs, on recueille leur avis et on se met d'accord avec eux pour arrondir les angles...

PA: Certains observateurs notent avec intérêt la montée des associations professionnelles ...

SO: C'est exact. J'ai été à l'origine de la création de l'association des producteurs algériens de boissons, tout en me retirant ensuite de la présidence pour garder ma liberté de parole. A ce jour, c'est une des associations les mieux organisées. Cette association professionnelle produit de la réflexion, sur les questions qui la concernent. Elle a construit un dialogue très constructif avec les institutions avec lesquelles elle interagit, au niveau ministériel et administratif. Le secteur de la pharmacie aussi s'est structurée de façon efficace. Il y a donc de vrais *success stories* dans la société civile, ce n'est certainement pas les seules et il faut en parler.

PA: Et le Forum des chefs d'entreprise, quel rôle joue-t-il ?

SO: Le FCE est dans une situation ambiguë. Ce n'est ni une association patronale, ni un think-tank. Une position volontairement hybride entretenue par le pouvoir qui contrôle tous les rouages de cette association. En tout état de cause cette proximité avec le pouvoir est perçue par beaucoup de chefs d'entreprises comme un mal nécessaire pour la pérennité de leurs activités. Ils s'en accommodent parfaitement. Vu sous cet angle, c'est une *success story*.

PA: Comment voyez-vous les perspectives économiques dans les deux prochaines années, sous la direction du premier ministre Ahmed Ouyahia ?

SO: Je pense que le système a figé un schéma économique pour arriver aux élections. Est-ce que cela ouvrira ensuite la voie à des réformes structurelles profondes, ou ne fera toujours que répondre aux urgences, c'est difficile à dire. Pour l'instant l'horizon s'arrête en 2019 sans aucune autre perspective pour l'instant.

Concernant le premier ministre actuel, je ne peux pas émettre d'avis, je ne le connais pas. C'est une personne qui semble avoir une grande capacité de travail, en tout cas une longévité politique exceptionnelle, et aussi un réel talent de communicant. Il fait partie des hommes du dispositif. Mais c'est quelqu'un qui n'a jamais expliqué sa doctrine économique. Il explique l'exécution de ses actes, sans expliciter le pourquoi de ceux-ci.

Du coup, il y a toujours chez lui un côté équivoque pour ne pas dire contradictoire qui traduit son besoin obsessionnel d'une prise en main autoritaire de la société algérienne à tous les niveaux. Heureusement que l'humour de nos caricaturistes, la pertinence et la perspicacité de la société civile sont là pour lui rappeler que le monde a changé et que nous sommes en 2017. ■

J'INVITE LES JEUNES À S'IMPLIQUER
DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE.
